POLITIQUE ETRANGERE DU JAPON

Une continuité sans faille

Le 22 mai 2004, le Premier Ministre Japonais, M. Koizumi, s'était rendu pour la deuxième fois à Pyongyang afin d'y rencontrer le dictateur communiste Kim Jong Il.

Tandis que le Japon retrouvait le chemin de la croissance et que tous ses indicateurs économiques étaient repassés au vert, la popularité du Premier Ministre Koïzumi avait de nouveau franchi la barre des 50%.

C'est le moment que le gouvernement japonais avait choisi pour relancer une politique étrangère malade d'une atonie chronique, par le biais du contentieux qui oppose le Japon à la Corée du Nord. L'objectif politique et humain de ces 24 heures à Pyongyang était d'obtenir le retour au Japon des proches des cinq citoyens nippons kidnappés dans les années 60 et 70. Revenus "en permission", à la fin de l'année 2002 à Tokyo, ils avaient choisi de ne pas repartir, ce qui avait provoqué la ire des dirigeants Nord Coréens. La réaction communiste avait annulé les maigres concessions que Pyongyang avait consenties au Premier nippon à l'issue de son voyage en septembre 2002.

Le second voyage de M. Koïzumi se présentait dans un contexte bien différent, politiquement plus risqué. L'enjeu de ramener les familles des Japonais kidnappés il y a vingt cinq ans par les Nord-Coréens, concernait la base électorale du Parti Libéral Démocrate majoritaire. Le voyage de Koïzumi était donc attendu aussi bien par la majorité que par l'opposition. Servi par une médiatisation redondante, il avait suscité un intérêt exceptionnel et ses remous politiques avaient eu pour résultat de faire oublier une autre affaire d'otages, ceux d'Irak, dans laquelle le gouvernement japonais n'avait pas brillé par son humanité à l'égard de ses propres citoyens.

Il n'en demeurait pas moins que le Premier Ministre Koïzumi avait fait preuve dans ce cas d'un esprit d'initiative courageuse, si l'on veut bien analyser ce qui aurait pu être un exploit, hélas contrarié par l'obstination du Pentagone et de l'administration Bush à empêcher ce que l'on appelle déjà le cas Jenkins de devenir pour le Pentagone une deuxième affaire de mauvaise conduite des soldats servant sous la bannière étoilée. L'ex sergent Jenkins, mari de l'une des kidnappées japonaises et père de deux filles de 18 et 20 ans aurait été enlevé par les Nords Coréens au cours d'une patrouille dans la zone démilitarisée du 38ème parallèle. Pour le Pentagone, le sergent Jenkins, aujourd'hui âgé de 64 ans, est un déserteur qui s'est rendu volontairement aux Communistes et se trouve de facto passible de la Cour Martiale près de 40 ans après les faits. M. Koïzumi qui s'est entretenu avec Jenkins en tête à tête pendant une heure, a été dans l'incapacité de le persuader de rentrer au Japon avec ses filles pour y retrouver sa femme. Le retour du Premier Ministre avec un demi succès a provoqué une série de controverses avec l'opposition ainsi qu'avec les familles des ex kidnappés qui se sont déclarées déçues.

Dans les apparences, l'initiative du Premier Japonais avait semblé se dérouler dans un cadre strictement bi-latéral. Dans les faits, M. Koïzumi devait faire rentrer dans son calcul de probabilités, la ligne définie par les Américains à l'égard des communistes Nord Coréens. Le scénario japonais n'avait pas pris en compte la ligne la plus dure de l'administration Bush et du Pentagone, ligne cependant prévisible compte tenu de l'affaire des détenus irakiens emprisonnés.

En revanche, la diplomatie japonaise avait bien pesé l'imprévisibilité et la propension au chantage de Kim Jong Il. Elle avait bien évalué la compatibilité de son discours humanitaire avec le contenu des conversations qui s'étaient réouvertes à Pékin au début de mai. La réunion de Pékin entre les Coréens du Nord, ceux du Sud, les Américains, les Chinois, hôtes de la conférence, les Russes et les Japonais, s'était séparée le 14 mai sans que le problème des capacités nucléaires de Pyongyang ait trouvé une solution, même si les Américains avaient accepté une rencontre en tête à tête avec les Nord Coréens. Il n'y avait donc aucune chance qu'en dehors de la conférence à six de Pékin ou d'un accord direct avec les Etats-Unis souhaité à l'origine par Pyongyang, le sommet Koïzumi Kim Jong Il traita d'autre chose que du contentieux bilatéral Pyongyang Tokyo. Ce contentieux est loin d'être réglé puisqu'on signale qu'une dizaine d'autres Japonais dont on est sans nouvelles, auraient été aussi enlevés dans les années soixante ou soixante dix.
Si le voyage éclair du Premier Ministre Japonais à Pyongyang peut-être qualifié de demi succès ou de demi-échec, les données de fond de la politique étrangère japonaise n'en ont pas pour autant été bouleversées: la marge de manœuvre du gouvernement japonais demeure soumise à l'approbation américaine. Bien conscient de cette donnée fondamentale, Koïzumi en avait pris le risque.

Une Politique de dépendance à l'égard des Etats-Unis
Si pour exercer le pouvoir, le Premier Ministre, obligé de composer avec des factions plus conservatrices, n'a pas en matière de politique étrangère la liberté d'action que l'on pourrait supposer, l'incapacité de Tokyo à changer fondamentalement de politique étrangère et à adopter une ligne plus indépendante, tient à deux raisons principales:
Le Japon ne peut pas s'opposer aux Etats-Unis, essentiellement parce que la sécurité de l'archipel dépend de la couverture nucléaire américaine. Cette dépendance explique l'engagement japonais en Irak, à la limite de ce qu'autorise expressément la constitution nipponne. De graves implications politiques ont d'ailleurs été évitées de justesse au Japon grâce au dénouement heureux de l'affaire des otages japonais prisonniers de Irakiens.

La société japonaise, prisonnière d'un contexte culturel inchangé depuis Meiji, n'arrive pas à se départir de son "Kurumaza", littéralement s'asseoir en cercle, autrement dit une posture qui lui fait tourner le dos à l'extérieur, étrange manière d'affronter la mondialisation.
On vient d'en avoir un échantillon avec l'accueil réservé lors de leur retour à Tokyo, aux otages libérés par les

Irakiens. Le vice- ministre des Affaires Etrangères les a traités poliment d'irresponsables. Quant à la population, elle leur a manifesté ainsi qu'à leurs familles, une hostilité assez incompréhensible pour les Européens comme pour les Américains.

Une Lacune Structurelle

Il est de fait que le Japon n'intervient pas dans les affaires mondiales à la mesure de son statut de deuxième grand économique mondial. Cela ne s'explique ni par le traumatisme de 1945, ni par une volonté délibérée des Américains ou encore par suite de son absence au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Sur le plan politique, le système japonais comporte ce que le Président de l'Université de Tokyo, politologue averti, appelle "une lacune structurelle": l'incapacité des politiciens à programmer la volonté de leurs électeurs et à la respecter. La politique réelle du pays n'est pas liée aux engagements exprimées par les candidats en campagne. Ici plus qu'ailleurs, les promesses électorales n'engagent que ceux qui y ajoutent foi. Ce sont les engagements collectifs des partis politiques lorsqu'ils arrivent au pouvoir qui garantissent l'orientation de la nation dans telle ou telle direction. De ce point de vue, les relations entre les composantes de la majorité, en particulier le rapport de force entre les clans, occultent le débat politique avec les électeurs et priment sur lui. Certes, le Premier Koïzumi était sorti vainqueur des urnes en novembre 2003, mais son parti avait perdu 10 sièges tandis que l'opposition démocrate en gagnait 17. Même en minorité, le nouveau Parti démocrate qui vient d'élire à sa présidence un jeune quadra, garde la possibilité d'influencer le cours de la politique majoritaire.

Une Politique extérieure inchangée depuis cinquante ans

Certains analystes ont cru déceler de la part du gouvernement japonais, un virage à droite mis en évidence par l'engagement de Tokyo en Irak et son "suivisme"politique à l'égard des Etats-Unis. En réalité, le Japon poursuit avec constance une politique extérieure inchangée depuis cinquante ans avec des nuances plus ou moins marquées à droite ou à gauche. Au début des années 60, M. Kishi, Premier Ministre d'alors, cheminait dans les mêmes méandres que M. Koïzumi aujourd'hui. Dans les années 70, M. Tanaka passait certes pour plus ouvert, lorsqu'il décidait, il est vrai dans la foulée américaine, de nouer des relations diplomatiques avec la Chine populaire.

Jusqu'à Koïzumi, une litanie de Premier Ministres s'est succédée au Japon sans changements notables malgré les promesses renouvelées de réformes structurelles toujours remises.
Si le marasme des années 90 est bien la vitrine économique des blocages d'un corps social qui évolue moins vite que son temps, **la vitrine politique du Japon est l'émanation d'une société uniculturelle enfermée dans son insularité.**

Jean-Claude Courdy (18/06/04)